

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1967)
Heft: 72

Artikel: Zürich en 1940
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1029154>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La Grèce (suite)

absorbée par les problèmes de sa construction intérieure, inquiète devant l'agressivité chinoise, ne désire courir aucun risque en Europe. Si elle tolère que la Roumanie, dans les Balkans, et à sa frontière, prenne effrontément du champ, dans sa zone d'influence même, ce n'est pas pour se mettre en situation de devoir intervenir dans la chasse gardée de l'adversaire.

Et dans tous les pays instables, cette situation crée un encouragement aux aventuriers casqués. Ils croient être assurés de l'appui des Américains, dont l'anticommunisme est réactivé par la guerre du Vietnam, sans compter la solidarité quasi-professionnelle qui lie, à travers les frontières, certains militaires et certains services secrets; mais ils ne redoutent pas de déclencher une réaction de l'Union soviétique, de provoquer un casus belli. Belle tentation pour risquer le fait accompli de la prise du pouvoir.

La Grèce fait l'expérience de cette situation internationale-là. Or, avec son destin, se joue celui de l'Europe. L'Europe qui se construit devra englober les pays méditerranéens, à la fois pour les arracher à leur sous-développement, comme c'est le cas, magnifiquement, de l'Italie, et pour leur assurer un équilibre politique qui cesse d'en faire l'enjeu de la diplomatie soviétique ou américaine. La Grèce pourrait ou s'engager dans une expérience démocratique et rallier le camp européen ou demeurer, financée par les dollars, un bastion anticommuniste, perdant sa liberté pour mieux assurer prétendument son rôle de bastion avancé du monde libre.

La Grèce sera-t-elle indépendante et européenne ? Tel est l'enjeu. C'est pourquoi il importe que, dans notre pays aussi, les manifestations de sympathie envers le peuple grec se multiplient. Dans l'immédiat, elles empêchent les militaires grecs au front de taureau d'oser aller jusqu'au bout de la répression et elles préparent, dans la mesure modeste de notre influence extérieure, l'avenir démocratique d'une Grèce européenne.

Zürich en 1940

Le 37^e et dernier cahier de « Témoins ». Les amis de Jean-Paul Samson l'ont consacré à une édition du « Journal de l'an 40 »¹ dont Cherpillod parlera dans un prochain numéro. On retrouve dans ces pages l'homme, sa simplicité, son authenticité, son drame personnel; mais aussi notre histoire.

Au printemps, en mai 1940, Samson vit à Zürich. C'est une ville qu'il fréquente depuis vingt ans, sans intimité, malgré sa connaissance de la langue, malgré son amitié avec Fritz Brupbacher.

Voici comment il y vécut l'armistice franco-allemand. C'est un document.

24 juin

« Ne pas manquer de noter méticuleusement comment, en cette ville de Zurich qui n'en a jamais fini de stupéfier l'étranger que je suis resté chez elle, j'ai appris l'acceptation de l'armistice : cela caractérise tellement, je ne dirai pas le sang-froid mais la froideur de sang du peuple, sous ses apparences de sur-normalité, peut-être le plus invraisemblable qui soit... Las de l'extrême chaleur, je ne accompagnai Gritta, le soir, qu'à un tram, et non à la gare. Or, à peine nous étions-nous quittés qu'un marchand de journaux qui jabote pas mal le français et, pour cette raison, aime bien de temps en temps m'arrêter dans la rue pour faire un brin de causette, me dit : « La paix est signée ! on l'a annoncé à dix heures à la radio ». « Comment ! m'exclamai-je, il n'y a pas d'édition spéciale ? » « Oh ! chez nous c'est tout organisé. Jusqu'à ce que ce soit imprimé et envoyé à l'expédition, ce serait trop tard. Pensez, il est déjà onze heures ».

Peuple, je l'ai dit, le plus invraisemblable qui soit, et j'ai beau vivre ici depuis plus de vingt ans, je ne me ferai jamais à cette placidité plus qu'anglaise.

Quelques instants, j'errai entre les divers cafés qui sont près de Bellevue, espérant apercevoir n'importe

qui de connaissance qui pût me donner confirmation de la nouvelle, et surtout quelques détails. Finalement, j'entrai au petit bar du Corso, où ils ont la T.S.F., et demandai à la serveuse qui m'apportait ma consommation si elle avait entendu le bulletin du soir. Bien qu'elle eût, à son habitude, un verre dans le nez, elle se rappelait encore assez l'émission pour me dire que l'armistice — évidemment, et pas la paix — avait bien été signé. Le bar était plein de gens à moitié soûls. C'est leur façon de s'amuser. A une table voisine, une petite grue de langue française, tout à fait le genre putain bourgeoise et distinguée, avait fait un type. Elle parlait bien sûr de la France et de la paix, et je distinguai cette phrase : « N'est-ce pas, il y a tellement de racaille, — tous ces communistes... » Du pur Weygand !... Je n'avais plus qu'à remonter méditer chez moi la tout ensemble libératrice et accablante nouvelle agrémentée du souvenir de l'édifiant milieu où l'on venait de la confirmer. Bien entendu, le lendemain, je me levai anormalement tôt pour un dimanche. Un journal, bon Dieu ! vite un journal !

Mais pressant toute l'armature de règlements de police qui doivent sévir à l'heure des offices divins, je ne descendis qu'après neuf heures. De journal, toujours pas le moindre. Vers dix heures et demie, pas davantage. Après onze heures, j'eus enfin « La Suisse » de Genève, qui, elle, publiait les dépêches. Dans l'après-midi, je vis les gens enfin s'arracher une édition spéciale. Mais c'était celle d'un journal de Berne, lequel reproduisait, un point c'est tout, les dépêches déjà données par « La Suisse », et qu'on ne vendait d'ailleurs qu'aux abords de la gare et en deux ou trois autres points de la ville, la rédaction bernoise n'ayant assurément pu imaginer qu'aucune feuille de Zurich ne s'aviserait d'attendre tout tranquillement le moment habituel de sa mise en vente un dimanche, c'est-à-dire six heures ou six heures et demie du soir. De sorte que la presse zurichoise se sera bel et bien accordé un délai d'une vingtaine d'heures avant de publier ce fait divers de taille : la signature de l'armistice franco-allemand. »

Agriculture suréquipée

En complément à l'article de notre dernier numéro. L'agriculture suisse, en 1966, a investi en machines et équipement pour 340 millions. C'est autant qu'un géant mondial de l'industrie. Mais le rendement agricole est la moitié du chiffre d'affaires d'une société industrielle capable d'investir plus de 300 millions. Bien sûr un tracteur, une moissonneuse agricole n'est pas comparable à une machine d'usine qui travaille l'année durant.

Il demeure évident pourtant que l'agriculture suisse se suréquipe coûteusement. Trop d'investissements individuels, et pas assez d'investissements collectifs pour renforcer la part du paysan dans la transformation et la commercialisation des produits.

Après les élections genevoises

Les commentaires ont souligné les caractéristiques essentielles du scrutin genevois. Rappelons pour mémoire :

- l'importance des transformations démographiques; la ville se dépeuple; les communes suburbaines grandissent; d'où un déplacement des forces de gauche à la périphérie, ce qu'on observe dans toutes les grandes villes européennes.
- le coup de semonce donné aux partis qui tremperont dans l'affaire des indemnités;
- le mécontentement diffus qui règne dans la population, qu'il soit justifié pour des raisons locales ou encore nationales (renchérissement).

C'est à ce dernier point que nous aimerions nous arrêter. La capacité des Vigilants de cristalliser le mécontentement fut étonnante; ils ont réussi certainement à limiter l'avance du Parti du Travail; ils ont mordu largement sur l'électorat socialiste, comme le révèle l'analyse du scrutin, quartier par quartier. La perte de substance dans les quartiers ouvriers est importante.

Il se confirme que certains milieux économiques n'ont pas hésité à soutenir, financièrement, les Vigilants; ils ont misé sur leur pouvoir de détourner des voix qui par protestation votaient à gauche. Nul doute que le succès genevois fera rêver des imitateurs.

Mais les poujadistes Vigilants ont pourtant déjà révélé à Genève leur inutilité. La lecture des comptes rendus du Grand Conseil le prouve. Ils ne font rien; ils ne s'opposent même pas aux dépenses nouvelles, parce qu'elles sont nécessaires et parce qu'ils doivent l'admettre. Ils sont pour l'instant l'image de la stérilité du râleur.

Ils ont eu pourtant quelque chose de bon. Leur succès spectaculaire, comparable à celui des Indépendants à Zurich, oblige les partis à s'interroger. Que faire ?

En ce qui concerne la gauche socialiste, nous ne pouvons que répéter ce que nous avons dit souvent. Il est toujours loisible de s'emparer des motifs de mécontentement populaire et de bâtir sur ces thèmes une campagne électorale. Mais partout où un parti neuf, partout où un parti non associé au gouvernement est organisé, il sera toujours mieux placé pour exploiter ces mêmes sujets. A demi-oppoissant, oppoissant à part entière : à critique, critique et demi.

Donc la partie essentielle se joue, en fin de compte, sur le plan fédéral. Si la gauche socialiste ne réussit pas à obtenir de ses associés au Conseil fédéral un minimum de réformes et un autre style de gouvernement, elle sera perdante partout.

Or l'idée d'un programme de gouvernement gagne du terrain. Elle sera certainement l'occasion d'un grand débat Chambres. Même la « Neue Zürcher Zeitung », jusqu'ici très critique, nous l'avions relevé, est entrée en matière sur ce sujet (voir l'éditorial du 28 avril). La définition d'une ligne politique, proclame la N.Z.Z., même sous la forme d'un « programme minimum » ne saurait être imposée d'en haut par le seul Conseil fédéral; ce serait aussi la tâche des partis représentés au gouvernement et de leurs groupes parlementaires que d'élaborer un tel instrument de travail.

Or si ce débat a lieu, c'est à la gauche de dire ce qu'elle désire obtenir et ce qu'elle ne peut cautionner. Tel est son rôle, par nature; le réformisme est sa justification. Faute de quoi il y aura encore de beaux jours pour les Vigilants et consorts.

Le général Westmoreland devant le Congrès des Etats-Unis

Devant les parlementaires américains, le général Westmoreland a fait son travail. Il a rendu hommage à ses boys, il a rappelé que, comme tous les soldats du monde, ils ne pouvaient vaincre que si l'arrière tenait.

Il a parlé, même si le ton est mesuré, comme on parle à un pays en guerre. Maintenant, toute contestation de l'engagement américain devient défaitisme, aide à l'ennemi, trahison. C'est dire que, désormais, est remontée comme un ressort la logique de la guerre. Quand un général engage la vie de ses hommes, il doit tout faire pour qu'ils ne soient pas tués par la négligence de ceux qui les commandent, ce qui signifie : guerre totale sur le front des combats et appui inconditionnel exigé de l'arrière.

Le plus inquiétant pour la paix du monde, c'est, après une lecture attentive du discours, une petite phrase stupide, qui veut faire croire que le Nord Vietnam est le seul ennemi, le seul fauteur de guerre. La voici, traduite textuellement :

« En trois ans d'une étude attentive et d'une observation quotidienne, je n'ai jamais eu la preuve qu'il s'agissait d'une insurrection du pays même (an internal insurrection) ».

Si donc, les Etats-Unis succombent à la logique de la guerre, s'ils croient que l'ennemi est uniquement hors des frontières du Vietnam Sud, l'escalade n'aura pas de limites.

¹ Dépositaire pour la Suisse : Michel Boujut, 10, avenue du Lignon, 1211 Genève.